

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le "document de travail" de Ségolène Royal

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : jeudi 13 novembre 2008

Démocratie & Socialisme

Je ne crois pas que nous sautions comme un cabri en répétant « tout sauf Ségolène ». Pour DS, comme pour la motion C, il ne s'agit pas de « tout » mais de Benoît Hamon. A la demande de Ségolène Royal, Benoît a d'ailleurs pris contact avec elle pour aborder le fond des questions politiques. Ils n'ont pu se mettre d'accord ce qui se comprend parfaitement lorsqu'on lit « Le document de travail ouvert proposé par Ségolène Royal » aux autres motions.

C'est donc sur le fond des propositions politiques que nous jugeons la candidature de Ségolène Royal, pas sur la personne. Cela ne nous intéresse pas.

Dans ce document, Ségolène Royal fait plusieurs propositions :

« 1- Répondre à l'urgence de la crise financière et sociale. »

Cet objectif est juste. Les moyens proposés le sont moins : « organisation d'un grand forum global associant le mouvement sociale, syndicats, représentants des services publics, salariés en lutte, entrepreneurs, associations, universitaires, altermondialistes, consommateurs, petits épargnants ... » Reconnais qu'il quand même curieux de vouloir associer dans un forum les « salariés en lutte » et les « entrepreneurs » contre lesquels ils sont en lutte.

Il ne suffit pas, de toute façon, de proposer un forum mais de faire des propositions concrètes pour sortir de la crise. Dans son document de travail, Ségolène n'en fait aucune. Il est pourtant évident que rien ne pourra sortir d'un forum où seraient représentés autant d'intérêts opposés. Il faut choisir son camp entre le salariat et le capital. Ce n'est pas le choix de Ségolène c'est pourquoi elle ne propose aucune mesure concrète, aucune piste pratique.

« 2- Il faut un Etat préventif et stratège qui change les rapports de force. Distribuer après coup ne suffit plus. Cela suppose un nouveau modèle de croissance associant dynamisme économique, économique, politique industrielle, progrès social et écologie. »

Certes, mais c'est tellement vague que tout le monde ne peut être que d'accord. C'est sur les moyens d'y arriver que commence les vraies questions.

« 3- Faire partout le choix écologique de l'excellence environnementale Urgence sociale et urgence environnementale sont désormais liées. »

Le constat est juste mais sans la moindre proposition un tant soit peu concrète sur les moyens de répondre à ces crises, il ne s'agit que de phrases sans réelle portée.

« 4- Oser la démocratie jusqu'au bout. »

Là encore, les propositions sont extrêmement floues. Le document insiste sur la démocratie participative et sur la démocratie sociale. Nous n'avons pu que constater les limites de la « démocratie participative » mise en pratique par Ségolène Royal. Quant à la démocratie sociale, elle se limite à bien peu de chose dans la motion E.

« 5- Réorienter l'Europe pour la relancer. »

C'est à ces quelques mots que se limite le point 5. L'Europe mérite sans doute beaucoup mieux, surtout lorsque l'on constate, avec la crise actuelle, à quel point nous aurions besoin d'Europe. Mais à quel point l'Europe est absente : sans budget européen, sans plan de relance européen, sans gouvernement européen, sans politique industrielle commune... A quel point, également, l'Union européenne libérale est nuisible : interdiction de tout obstacle à la circulation des capitaux, non activation du Tarif Extérieur Commun, traité d'Amsterdam qui entrave les plans de relance nationaux, concurrence libre et non faussée qui empêche tout soutien aux entreprises en difficulté (à l'exception des banques...), toute puissance de la Commission et de la Banque Centrale Européenne...

« 6- Nous voulons construire un parti de masse. Le montant de l'adhésion ne doit plus être un obstacle au militantisme. Des responsabilités seront décentralisées aux fédérations pour que le parti fonctionne de façon ascendante... »

C'est le parti de « supporters » venant voter pour la candidature à la présidentielle (l'élection la plus personnalisée et la plus dépolitisée) et disparaissant ensuite comme nous l'avons vécu avec les « adhérents à 20 euros ». Les « responsabilités décentralisées aux fédérations » sont le prix à payer du soutien des fédérations comme les Bouches-du- Rhône ou l'Hérault dont la réputation démocratique n'est plus à faire. C'est le retour à la SFIO et aux règnes des grands barons que propose ainsi le document de Ségolène Royal. Tout cela n'a rien à voir avec la démocratie.

« 7- Fédérer la gauche. »

Ce dernier point, concernant les alliances est lui aussi étonnant. La démarche s'effectuerait en deux temps. 1er temps, on unit la gauche, on ouvre même la perspective d'une fédération. 2ème temps : "les socialistes" seuls s'adressent "aux forces susceptibles de se reconnaître dans le projet socialiste pour battre la droite", en clair, le Modem.

Cette démarche pose plusieurs problèmes :

- ▶ L'accord qui unirait la gauche devrait forcément inclure le problème des alliances mais ce n'est pas ce que propose le document de Ségolène Royal.
- ▶ Passer un accord avec la gauche et s'adresser ensuite au Modem revient à instrumentaliser les autres forces de gauche. Ce n'est pas l'ensemble de ces forces à qui il est proposé de s'adresser au Modem, c'est le Parti Socialiste qui le fait, seul. Ce n'est pas au projet d'accord de toute la gauche que l'on demande au Modem de se rallier mais au "projet socialiste". Il est difficile d'aller plus loin dans le mépris des autres forces de gauche. Il est évident qu'une telle proposition du Parti Socialiste, seul, ferait éclater le regroupement de la gauche et que pour une voix gagnée à droite, nous en perdrons deux à gauche.
- ▶ Que signifie le mot s' "adresser" ? Le terme est beaucoup trop vague. S'il s'agit, effectivement, de demander à tous les électeurs de voter au second tour pour notre candidat(e), même s'ils ne l'ont pas fait au 1er tour, c'est une évidence qu'il n'est même pas besoin de rappeler. Si ce mot signifie un accord avec un Modem "susceptible de se reconnaître dans le projet socialiste pour battre la droite", il s'agit de toute autre chose et notamment de la proposition faite par Ségolène Royal à Bayrou, entre les deux tours de l'élection de 2007, d'être son 1er Ministre ou de la perspective ouverte récemment par Vincent Peillon d'un "contrat de gouvernement" avec le Modem. La moindre des choses serait que le document nous épargne cette langue de bois et précise le sens du terme « s'adresser ».

Jean-Jacques Chavigné, le 12 novembre 2008